

Italie : Résolution sur la situation et les lignes de force d'une possible riposte

dimanche 23 septembre 2018, par [Sinistra Anticapitalista](#) (Date de rédaction antérieure : 16 septembre 2018).

1° Les processus profonds de réorganisation et de restructuration du système capitaliste, de plus en plus marqué par une concurrence internationale féroce et par « chaos géopolitique », ainsi que par l'offensive générale de la bourgeoisie qui a détruit les conquêtes et les droits des classes populaires, déterminent en Europe - et dans notre pays - une nouvelle géographie politique. S'y affirment de forces de droite et d'extrême droite dont la marque distinctive est le nationalisme, la xénophobie, le racisme et un ensemble de mesures visant les migrant·e·s. De plus en plus de sombres nuages s'accumulent sur l'Europe et sur notre pays. La gravité de la situation doit être soulignée et il doit être clair que le capitalisme mondialisé mène une guerre de classes mondialisée. Il ne vise pas à imposer un « compromis historique » qui lui soit plus favorable que ce que la classe dominante a dû accepter après la seconde guerre mondiale. Il veut régner sans plus de compromis avec les classes populaires. Plus vite les forces de la gauche de classe et le mouvement des travailleurs et des travailleuses prendront pleinement conscience de cette situation, plus il sera possible d'organiser une résistance efficace à la guerre conduite par le patronat.

2° En Italie, les politiques d'austérité menées par les gouvernements de centre-droit et de centre-gauche, selon les intérêts de la classe dominante et des élites financières dans le cadre des institutions de l'Union européenne, ont finalement façonné la victoire ainsi que la constitution du gouvernement Lega-M5S (Lega et Mouvement 5 étoiles).

Ce gouvernement, à la veille des décisions concernant tous les aspects de la politique budgétaire, bénéficie encore d'un fort soutien non seulement dans de larges secteurs de la petite bourgeoisie, mais aussi dans les secteurs populaires et ouvriers. Les deux partis qui le composent prennent soin de mettre en avant, de temps à autre, des thèmes et des objectifs visant à susciter la sympathie dans certaines composantes populaires, sans toutefois avoir la possibilité et la volonté de les mettre en œuvre.

Une grande confusion règne quant à la nature de ce gouvernement. Nous ne pouvons que réaffirmer le caractère bourgeois et réactionnaire du gouvernement actuel car les exécutifs ne sont jamais neutres, ils représentent toujours une classe de la société et ses intérêts. Parfois, ils expriment, de manière spécifique, les intérêts de secteurs particuliers de la classe dominante, comme c'est le cas avec le gouvernement actuel qui est constitué de deux partis, expression de la petite et moyenne bourgeoisie, à la fois entrepreneuriale et commerciale ainsi des professions libérales (intellectuelles). La Ligue a également établi des relations solides avec la grande bourgeoisie, par l'intermédiaire du gouvernement de certaines régions importantes du pays.

Nous assistons à un double mouvement politique et économique, un rapprochement complet en direction de ce gouvernement de différents porte-parole de la grande bourgeoisie et la poursuite, comme cela était inévitable, de politiques économiques néolibérales dans le cadre des institutions capitalistes européennes.

Pour cette raison et étant donné la difficulté de concrétiser des réponses, même partielles, aux exigences populaires qui font écho à la propagande même de ces formations gouvernementales, ces

dernières - et surtout l'homme fort, Matteo Salvini, avec le plein soutien de Luigi Di Maio (M5S) - se caractérisent par une idéologie nationaliste et raciste anti-immigrée, sécuritaire, réactionnaire qui empoisonne le pays avec un déferlement sans limite d'un discours inhumain et une haine visant les plus faibles et les « différents ».

Il ne faut certes pas oublier, et dénoncer, que le gouvernement [2016-2018] présidé par Paolo Gentiloni [PD] - avec son ministre de l'Intérieur Marco Minniti - avait déjà ouvert cette « saison inhumaine » et que les mesures anti-immigrés que le ministre actuel de l'Intérieur Matteo Salvini applique avec détermination sont celles des décrets de son prédécesseur.

Le gouvernement se caractérise également par une forte empreinte patriarcale. Le projet de loi de Simone Pillon, en discussion au Sénat, sur le thème du divorce et de la garde partagée des enfants mineurs, exprime une profonde culture réactionnaire. Derrière l'apparence de la protection de la famille et de l'équilibre des rôles parentaux, il porte atteinte aux droits et aux libertés des femmes et des enfants ; il favorise le pouvoir masculin remis en cause par les luttes du mouvement des femmes contre le pouvoir et la violence des hommes au sein de la famille. Ce projet de loi s'inscrit dans un climat politique de croissance inquiétante des attaques contre les conquêtes des femmes et contre la loi 194 [loi sur le droit à l'interruption volontaire de grossesse datant de mai 1978], les coupes continues dans les lignes budgétaires allouées à l'aide sociale, ce qui augmente le travail de care, gratuit, qu'accomplissent les femmes dans le cadre de la reproduction sociale du système capitaliste.

C'est pourquoi nous continuerons à soutenir le mouvement Non una di meno qui tiendra une assemblée nationale à Rome le 22 septembre sur le thème « Les conquêtes féministes existent et se défendent » en vue d'une importante assemblée nationale du mouvement à Bologne les 6 et 7 octobre.

Il ne faut donc pas sous-estimer la dynamique réactionnaire et les poussées antidémocratiques présentes dans la société actuelle et activées par le gouvernement lui-même. Elles représentent un grave danger. Elles sont une autre expression de cette phase de crise du capitalisme, à tel point qu'elles se manifestent dans tous les pays d'Europe et ont déjà été bien présentes en Italie notamment avec la tentative de manipulation de la Constitution du gouvernement Renzi [référendum constitutionnel lancé par Matteo Renzi qui a échoué en décembre 2016].

La construction d'une opposition sociale et politique d'ensemble sur ces différents terrains - « sans si et sans mais » - au gouvernement de Di Maio et de Salvini est une tâche essentielle. Il ne peut y avoir de choix d'ordre tactique de la part des authentiques forces de gauche pour « pousser le gouvernement à tenir ses promesses » ; ce serait une ligne erronée et perdante car elle ne ferait que contribuer à multiplier les malentendus sur la nature du gouvernement et favoriser le désarmement de la conscience socio-politique des travailleuses et travailleurs.

Une opposition sans aménagement et/ou ruse est également essentielle pour contrer la possibilité qu'une éventuelle crise au sein du gouvernement puisse aboutir à une crise encore plus à droite et plus violente. Les manœuvres de Salvini sont évidentes pour assurer la possibilité d'une coalition réunissant toutes les forces de droite et d'extrême droite sous son leadership.

3° L'absence d'un mouvement fort de travailleurs et travailleuses, outil indispensable à l'unité et à la lutte de tous les exploité·e·s et opprimé·e·s, « autochtones » et immigrants, pèse de tout son poids dans cette conjoncture cruciale de la situation politique et sociale. Sa reconstruction est l'objectif fondamental durant cette nouvelle phase politique et historique.

Les trois grandes confédérations syndicales [CGIL, CISL, UIL] confirment leur passivité et leur manque d'initiative, conséquence inévitable de leur subordination totale à la logique du marché

capitaliste et aux options du patronat. Elles cherchent à poursuivre l'alliance avec la même Confindustria [dont le président est actuellement Vincenzo Boccia ; depuis des années, il est actif au sein de la Confindustria et lié au secteur des PME], demandant une nouvelle rencontre avec le Ministère du travail [dirigé par Luigi Di Maio] sur les retraites. Dans cette configuration, il va de soi qu'elles ne pensent en aucune mesure à une possible mobilisation des travailleurs.

C'est aussi la logique de la CGIL. Son XVIII^e Congrès [qui se tiendra du 22 au 25 janvier 2019 à Bari dans les Pouilles] se centre sur un affrontement concernant le futur secrétaire général [c'est-à-dire la succession de Susanna Camusso] et empêche avec mille dispositifs bureaucratiques une discussion adéquate dans les assemblées de base des travailleurs. Et cela au lieu d'être, pour une organisation ayant son histoire - d'autant plus dans le contexte social et politique présent -, un outil de mobilisation des membres et militants, qui discuteraient des formes et outils pour relancer un fort mouvement des travailleurs sur des plateformes mobilisatrices.

C'est pourquoi la bataille en son sein de l'opposition de gauche est d'autant plus importante. Une opposition qui place au centre de sa proposition l'ouverture d'une nouvelle phase de lutte, le dépassement de la passivité et de la délégation, de relance d'activités des salarié·e·s, dans la perspective de rassembler et d'organiser les secteurs combatifs encore présents dans les usines et sur de nombreux lieux de travail.

Notre organisation soutient cette bataille de l'opposition, ainsi que toutes les initiatives de résistance et de mobilisation en cours et les difficiles initiatives de lutte entreprises par les syndicats de base dans ce contexte si ardu pour l'ensemble de la classe ouvrière.



« Notre santé n'est pas d'acier »

4° Une évaluation de l'affaire Ilva de Tarente [1], dont les implications sociales, politiques et économiques sont d'importance nationale, est nécessaire. Lors de l'affrontement entre les travailleurs de la plus grande aciérie d'Europe et l'ensemble d'un territoire et d'une ville, trois éléments interdépendants ont été discutés : la question stratégique de la propriété et la nécessité de renationalisation d'une industrie clé ; la nécessité d'un vaste et complexe plan d'assainissement environnemental, qui ne peut être sérieusement activé que par l'Etat, c'est-à-dire par nationalisation, afin de garantir un revenu à tous les travailleurs pendant la durée des opérations d'assainissement ; et enfin la garantie des emplois et des revenus à tous les travailleurs concernés. Il est évident qu'il y a eu une défaite sur le terrain de la propriété qui reste privée, entre les mains d'une transnationale (ArcelorMittal) qui a des plans très spécifiques de rentabilité et de profits. La défaite est également évidente du point de vue de la dimension environnementale : il est impossible de penser que les nouveaux propriétaires veulent et sont capables de mettre en place les interventions d'assainissement nécessaires qui pèsent un énorme poids. Ce n'est pas un hasard que le désarroi parmi les habitants des villes est grand. Sur le plan de l'emploi, l'accord signé par les quatre syndicats concernés a été considéré par la majorité des travailleurs comme valide et acceptable. Il s'agit d'un accord qui présente des manques clés et, surtout, qui nécessitera toujours la capacité de mobiliser les travailleurs afin de garantir effectivement l'emploi et les revenus pour tous.

L'accord conclu à propos de l'avenir de l'Ilva renvoie à la question qui articule une perspective écosocialiste et le rôle de la classe ouvrière. Cela démontre, aujourd'hui plus que jamais, le lien étroit entre les droits et la santé des classes populaires et les questions sociales ainsi qu'environnementales. Ce qui renvoie plus généralement à l'intrication entre le mode de production actuel et les conséquences climatiques qui en résultent. Il n'est pas surprenant à cet égard que le M5S, qui avait reçu tant de suffrages dans la région de Tarente, ait finalement cédé Ilva à ArcelorMittal, revenant rapidement sur le mot d'ordre de la « propriété publique » et du « contrôle populaire », ainsi que sur la fermeture des usines polluantes et leur reconversion effective, obéissant à des normes « écosociales », de l'Ilva et de sa place dans la ville et région de Tarente.

5° La campagne honteuse contre les migrants est un élément fondamental de l'offensive du patronat et des droites racistes afin de diviser les travailleuses et travailleurs. C'est une campagne qui ouvre la voie aux pires scénarios antidémocratiques et à de nouvelles barbaries. Il en découle l'impératif de la constitution d'un mouvement politique et social antiraciste, solidaire et démocratique fort et disposant d'un large assise.

Les travailleurs migrants sont une partie essentielle du prolétariat dans notre pays. De nombreuses luttes récentes ont également révélé qu'ils constituaient un secteur des plus combatif et plus prêt à se battre. La reconstruction du mouvement ouvrier passe par la pleine unité entre les travailleurs « autochtones italiens » et les travailleurs migrants et la pleine reconnaissance de leurs droits et de leurs revendications immédiates ; cette reconnaissance égalitaire de leurs droits fait partie intégrante de la reconstruction d'un mouvement populaire, fort et unitaire dans notre pays.

A cet égard, les positions nationalistes et chauvines de certains secteurs de la gauche en Europe et en Italie sont hallucinantes et très dangereuses : elles épousent les lignes de force du discours politique imposé par l'extrême droite avec l'illusion de récupérer une base électorale au sein d'une classe ouvrière attirée par des sirènes xénophobes. La fermeture des frontières et la sélectivité dans l'accueil des immigrant·e·s, considérés comme coresponsables, volontairement ou non, de la baisse des salaires et des conditions de travail, font partie intégrante de cette orientation politique. Inversement, une orientation résolument internationaliste, qui intègre conjointement l'ouverture des frontières, la liberté de circulation, l'auto-organisation sociale de la composante immigrée de la classe et la généralisation des droits sociaux et civils pour tous et toutes, ne peut que consolider l'unité et la force des travailleurs et des travailleuses, « autochtones » et immigrés, capables de contester concrètement le Capital.

6° Le mouvement ouvrier doit être un protagoniste sur le terrain social ainsi que sur les thématiques revendicatives. C'est une condition nécessaire pour qu'il redevienne un acteur politique dans le pays. Sa reconstruction a pour base primordiale une relance de la lutte syndicale, la reconstruction d'un syndicalisme de combat qui cesse de négocier avec les employeurs et les gouvernements le degré de péjoration des conditions de travail et de vie des travailleurs. Un syndicalisme qui reconquière le statut d'une organisation de classe qui aide tous les secteurs des salarié·e·s à retrouver confiance, dignité, volonté de lutter contre le patronat. Nous devons attirer l'attention des travailleurs sur les responsables syndicaux qui prêchent à la ronde la résignation dans « l'attente de temps meilleurs ».

La reconstruction d'un syndicat combatif passe par la définition collective de plates-formes de mobilisation, par la restauration et l'organisation d'échéances conflictuelles, par des rencontres sur le lieu de travail impliquant diverses modalités de participation des travailleurs. C'est un chemin difficile, cela prendra du temps, mais il faut le suivre sans hésitation. Parmi les principaux objectifs se trouvent une récupération du niveau des salaires et des traitements, la défense de l'emploi et de conditions de travail décentes, ainsi que la lutte contre les horaires, les rythmes et les charges de travail inacceptables. A quoi s'ajoute la conquête de droits légaux et de protection, à commencer

par l'article 18 de la Loi sur le travail [article de l'ancienne loi sur le travail instituant une protection contre les licenciements dans les entreprises de plus de 15 salarié·e-s, abrogé en 2015].

La mobilisation et une plate-forme revendicative efficace et unifiante sont les seuls moyens d'éradiquer l'insécurité et de défendre l'emploi. Et nous ne pouvons partir que d'exigences simples : abroger la loi sur le travail (Jobs Act), abroger la loi Fornero [contre-réforme sur les retraites] qui empêche les jeunes d'entrer dans le monde du travail en contraignant les personnes âgées à travailler dans des conditions d'épuisement, réintroduire l'article 18 et, enfin, imposer une réduction du temps de travail à salaire égal afin de distribuer le travail existant et d'assurer la possibilité de travail aux jeunes et aux seniors, dans un contexte de nouvelle intervention publique visant à créer des emplois de qualité et socialement utiles.

7° Au cours des deux prochains mois, l'accent sera mis sur le lancement de la « loi de stabilité » [qui définit les politiques fiscales et budgétaires], expression des choix économiques et sociaux du gouvernement. Le projet tentera de combiner une formule ambiguë et démagogique avec le maintien de l'approche libérale fondamentale des classes dirigeantes.

Il s'agit pour notre organisation de construire une campagne politique pour les salaires et les revenus combinée à la défense et à la création d'emplois, cela en établissant des alliances et des initiatives communes, capables de démystifier les fausses solutions proposées par le gouvernement. La démonstration doit être faite que l'argent existe afin de concrétiser des mesures radicales au profit des classes populaires. Cet argent doit être pris là où il se trouve, c'est-à-dire auprès de ceux à qui il a été donné par les différents gouvernements qui se sont succédé et par le biais des mécanismes de l'exploitation capitaliste. Dans ce contexte, la question des nationalisations devra être à nouveau abordée, non pas dans l'abstrait mais en lien avec des batailles concrètes sur l'emploi se déroulant dans des entreprises ou concernant des secteurs industriels.

C'est une campagne qui, avec la bataille du congrès de la CGIL, doit être menée par toute l'organisation sur les lieux de travail et dans les régions. La direction de Sinistra Anticapitalista élaborera tout le matériel de propagande et d'agitation nécessaire, y compris une brochure sur la question de l'emploi et une série de dépliants thématiques liés à la lutte ayant trait à la loi de finances [« loi de stabilité »]. Cette campagne comprendra également une série d'initiatives et de rencontres, dont la première sera organisée à Turin, où, entre autres choses, la question de l'avenir de Fiat se pose des plus concrètement.

Nous essaierons aussi de participer à la création d'une initiative nationale qui traduise l'opposition à toutes les formes de nationalisme qui se répandent, cela pour mettre en relief une approche de lutte de classe et une orientation internationaliste et solidaire des classes populaires, au-delà des frontières et donc débouchant aussi sur la perspective d'un Europe des classes populaires « autochtones » et immigrées.

Sinistra Anticapitalista soutient et sera présente dans toutes les initiatives de lutte et de grève qui ont déjà été proposées et convoquées au cours des prochains mois, qu'elles soient d'ordre social, syndical, démocratique, pacifiste et antiraciste.

C'était aussi notre engagement au sein du regroupement de *Potere al Popolo*, que nous avons reconnu comme un moteur de la dynamique unitaire des luttes, un outil pour la jonction mutuelle des différents secteurs des masses laborieuses et pour commencer à construire des campagnes et des batailles communes.

8° Le lien et la convergence des luttes démocratiques, antiracistes et sociales pour les droits et la défense des conditions de vie et de travail des classes populaires est l'objectif politique et

stratégique pour lequel nous luttons.

Sur un plan strictement politique, la lutte doit se mener sur deux fronts. D'une part, contre l'actuel gouvernement réactionnaire et nationaliste et les forces politiques qui le soutiennent. D'autre part, contre la fausse alternative d'un gouvernement « européen », qui ne serait que la répétition directe d'un pouvoir exécutif propre aux forces des grandes bourgeoisies nationales et européennes, dont les politiques ont favorisé et généré l'essor des courants organisés de l'extrême droite.

La réorganisation du mouvement ouvrier doit aboutir à la concrétisation d'une alternative anticapitaliste à tous les secteurs de la classe dominante. C'est-à-dire un projet alternatif, basé sur une démocratie réelle, la justice sociale, le rejet des règles capitalistes imposées par la logique du profit, soit un projet de société socialiste, ou, pour mieux le dire, écosocialiste, contre la barbarie du capitalisme. Par leur mobilisation, les travailleurs et travailleuses, l'ensemble des exploité·e·s doivent être des composantes de l'établissement de leur propre gouvernement, le gouvernement de la classe ouvrière et des classes populaires apte à représenter leurs intérêts et leurs besoins.

9° La situation de l'Union européenne est au cœur de la lutte des classes et des batailles engagées par les différentes représentations politiques et secteurs socio-économiques de la bourgeoisie. Elle est également au centre de la discussion des forces anti-néolibérales et anticapitalistes de gauche. Les élections européennes de l'année prochaine revêtent une grande importance politique dans ce contexte d'affrontements de classes et auront un impact majeur sur l'avenir du continent. Nous reviendrons sur ce sujet, qui est de nature politique et stratégique, avec une réflexion approfondie qui intègre la dimension des relations organisées à l'échelle internationale. [...]

Nous affronterons cette échéance à venir sur la base des axes stratégiques que nous avons réitérés à plusieurs reprises :

- l'opposition à toute expression nationaliste ou chauvine, la dénonciation du caractère réactionnaire de toute option qui indique le retour à l'Etat national ;
- l'opposition aux forces qui expriment les intérêts de la grande bourgeoisie économique et financière et une lutte effective contre les institutions européennes qui représentent ses intérêts et qui sont une structure proto-étatique d'oppression des classes populaires ;
- la critique des positions « réformistes » impliquant une possible réforme de l'intérieur des structures actuelles de l'UE soit en se faisant des illusions, soit en prétendant qu'elles peuvent être réformées avec quelques mesures sociales et démocratiques ;
- la construction de l'internationalisme, c'est-à-dire la convergence des mobilisations et des luttes au-delà des frontières, sur des objectifs communs, propres aux classes populaires et favorisant l'unité entre travailleurs « autochtones » et travailleurs migrants afin de construire les conditions d'une véritable alternative à l'Europe capitaliste du patronat.

Sinistra Anticapitalista

P.-S.

- Résolution du 15-16 septembre 2018, publiée sur le site de Sinistra Anticapitalista en date du 17 septembre ; traduction A l'Encontre publiée le 19 septembre 2018 :

<http://alencontre.org/europe/italie/italie-face-au-gouvernement-reactionnaire-lega-m5s-les-lignes-de-force-dune-possible-riposte.html>

Notes

[1] Une des plus grandes usines sidérurgiques d'Europe, située dans le sud de l'Italie, dans les Pouilles, avec quelque 11'000 salariés ; les travailleurs se sont prononcés pour une reprise par ArcelorMittal, avec formellement une phase transitoire sous tutelle publique jusqu'en 2023. La pollution dégagée par cette usine est au centre depuis des années d'un large débat public où s'entremêlent emplois et environnement, dans une cité de 200'000 habitants. (Réd. A l'Encontre)